

Opération:

REFECTION DE L'ETANCHEITE - UGECAM TOUR DE GASSIES

100 RUE DE LA TOUR DE GASSIES, 33520 BRUGES

Maître d'ouvrage:



UGECAM TOUR DE GASSIES

100 RUE DE LA TOUR DE GASSIES, 33520 BRUGES

Bureau de contrôle :



APAVE IC BORDEAUX

ZI AV. GAY LUSSAC, 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX

Cordinateur SPS ::



APAVE IC BORDEAUX

ZI AV. GAY LUSSAC, 33370 ARTIGUES PRES BORDEAUX



Architecte Mandataire

TLA ARCHITECTE

7, PL. DES MARTYRS DE LA RESISTANCE - 33 000 BORDEAUX

BET Structure



VERDI SUD-OUEST

13 RUE ARCHIMEDE - -33700 MERIGNAC

BET Fluides



SOIT

17 Av. DES MONDAULTS - BAT C2 - 33270 FLOIRAC

N° de projet :

2402

Echelle(s) :

Date : 24/09/2024

Contact :Thibaut Lucas

N° de tél contact :

07 81 87 89 90

Email :

TLA@architectes.org

DCE
Le 14/01/2025
CCTC
LOT COMMUN



PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

TABLE DES MATIERES

CHAPITRE 1 - OBJET DE L'OPERATION ET COMPOSITION DU CCTP, DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1. Objet de l'opération	3
2. Division en tranches de travaux.....	3
3. Division en lots de travaux.....	3
4. Composition du présent CCTP.....	3
5. Prix forfaitaire.....	3
6. Variantes	4
7. Dispositions générales du document général.....	4
8. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Vérifications préalables	4
9. Les prix tiennent compte de toutes les obligations.....	5
10. Dépenses communes de chantier	5
1. Dépenses d'investissement.....	5
2. Dépenses d'entretien.....	6
3. Dépenses diverses de consommation et afférentes aux dégradations	6
11. Mesure de Sécurité et de la Prévention de la Santé.....	6
1. Renseignements généraux d'ordre administratif.....	7
2. Mesures spécifiques d'hygiène.....	7
3. Développement durable	8
4. Mesures d'organisation générale du chantier	9
CHAPITRE 2 - PREPARATION ET ORGANISATION DE CHANTIER.....	10
1. Phase préparatoire du chantier	10
1. Ouverture de la période de préparation	10
2. Echantillons, prototypes, stockage de matériels et de matériaux.....	10
3. Dossier d'exécution des ouvrages	10
2. Mesures d'organisation de chantier	11
1. Rendez-vous de chantier.....	11
2. Remise de documents au Maître d'Oeuvre.....	11
3. Installations de chantier	11
1. Prestations préliminaires, extérieures au bâtiment.....	11
1. Branchements provisoires d'eau et d'électricité.....	11
2. Voies d'accès et environnement du chantier.....	12
3. Sanitaires de chantier	15
4. Bureaux de chantier, réfectoire.....	15
2. Equipement des bâtiments.....	15
1. Eau (réseau intérieur)	15
2. Electricité	15
3. Fermetures provisoires des bâtiments.....	16
4. Manutentions et livraisons	16
5. Dispositifs communs de sécurité et de protection des ouvrages.....	16
6. Protection contre l'incendie	16
7. Gardiennage.....	16
8. Chauffage provisoire des locaux	17
9. Prestations diverses.....	17
10. Stationnement	17
PERIODES D'EXECUTION DES TRAVAUX ET D'OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION	18
1. Période d'exécution des travaux	18
1. Auto-contrôle.....	18
2. Pointage des avancements de travaux	18
3. Contrôles et essais	18
2. Période d'opérations préalables à la réception	18
1. Constitution d'une équipe dite de "finitions"	18
2. Constitution des DOE (Documents des Ouvrages Exécutés) et des DIU (Dossiers d'Intervention Ultérieurs)	19
PRESTATIONS INTERDEPENDANTES	20
1. Généralités.....	20
2. Calfeutremments, raccords, rebouchages	20
3. Fixation des matériels	20
4. Stockage, protection, installation de chantier	20
5. Protection des ouvrages métalliques.....	21
6. Travaux accessoires à chaque ouvrage	21
7. Connaissance de l'ensemble du projet	21
8. Marques des matériels et matériaux.....	21
9. Salle témoin	22
10. Essais, épreuves, contrôles	22
11. Raccordements électriques	22
12. Entretien des ouvrages	23
13. Documents techniques de référence.....	23

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

CHAPITRE 1 - OBJET DE L'OPERATION ET COMPOSITION DU CCTP, DISPOSITIONS GENERALES

1. Objet de l'opération

Le présent marché a pour objet la :

REFECTION DE L'ETANCHEITE sur le site de l'UGECAM à la Tour Gassies à Bruges (33).

Description sommaire des ouvrages

Le MOA souhaite remplacer l'étanchéité de la toiture du gymnase.

Sur cette toiture, on retrouve 2 caissons de soufflage qui assurent les besoins du gymnase. Ces 2 caissons sont vétustes et ne donnent pas satisfaction.

Donc, ce projet consiste à profiter des travaux de réfection de la toiture pour déposer ces 2 caissons et remplacer le système de chauffage par des panneaux rayonnants.

Attention, les travaux seront réalisés en site occupé.

Stationnement

Il sera utilisé le parking visiteur pour les véhicules personnel. Les entreprises veilleront à limiter le nombre

2. Division en tranches de travaux

Sans objet

3. Division en lots de travaux

Les travaux sont décomposés en 2 lots :

LISTE DES LOTS

Lot n° 01 : Etanchéité

Lot n° 02 : Fluides

4. Composition du présent CCTP

Le CCTP est composé de deux parties principales :

- la première partie est constituée par le présent document commun à tous les lots,
- la seconde partie est réservée aux descriptifs par lot

5. Prix forfaitaire

L'entrepreneur devra remettre un prix forfaitaire comprenant, outre ce qui est décrit dans les devis descriptifs, tout le matériel, les fournitures, les ouvrages de toutes natures et la main d'oeuvre pour livrer un bâtiment entièrement terminé.

Son prix global et forfaitaire tiendra compte des remarques formulées par le bureau de contrôle dans son rapport sur DCE joint au dossier, et de celles formulées par le Coordonnateur SPS dans son PGC.

Il devra compléter le Cadre de Décomposition du Prix Forfaitaire, après avoir pris connaissance des documents remis par le Maître d'Oeuvre, plans, coupes, élévations, détails, cahier des charges et conditions particulières et avoir pris tous les renseignements complémentaires auprès du Maître d'Oeuvre et du Maître d'Ouvrage et s'être rendu sur les lieux.

Il devra également prévoir tous les menus ouvrages nécessaires à la bonne finition de ses ouvrages suivant les règles de l'art.

Il est spécifié que le prix remis par l'entrepreneur devra être invariable et qu'il ne pourra arguer d'une omission ou erreur, soit au devis descriptif ou autres pièces, soit de sa part, pour se dispenser d'exécuter un ouvrage nécessaire pour la finition parfaite et la stabilité des existants selon les règles de l'art des travaux projetés.

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Il est précisé à l'entreprise que le devis descriptif tous corps d'état forme un ensemble contractuel et indivisible. De ce fait, il appartient à l'entreprise de combler les omissions ou erreurs au moment de la remise de son prix.

En conséquence, la description détaillée des travaux dans un lot qui comportera une omission ou erreur qui découlerait des travaux imposés dans un autre lot, obligera l'entreprise à réparer cette omission ou erreur et à en effectuer les travaux, sans augmentation de son prix forfaitaire.

Il est rappelé à l'entreprise qu'elle s'engage sur son prix global et forfaitaire. Aussi, le fait de présenter une offre l'oblige à vérifier les quantités éventuellement indiquées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire du lot pour lequel elle soumissionne. Aucune réclamation à posteriori ne sera admise, la remise de son offre valant acceptation des quantités décrites.

En cas de discordance, les entreprises sont tenues de signaler les erreurs ou omissions qu'elles observeraient dans ce document. Cela peut concerner aussi bien des quantités jugées différentes en plus ou en moins, que la nature, le contenu et le nombre de postes de cette décomposition.

Dans ce cas, les entreprises doivent rectifier cette décomposition du prix global forfaitaire .

6. Variantes

Outre les options éventuelles prévues explicitement au CCTP, les variantes ne sont pas acceptées.

En tout état de cause, l'entreprise doit présenter une proposition rigoureusement conforme à la solution de base du dossier de consultation.

Les options éventuellement décrites dans les différents CCTP seront obligatoirement chiffrées.

7. Dispositions générales du document général

Le présent document complète les dispositions prévues dans le Plan Général de Coordination (PGC SPS) établi par le Coordonnateur SPS.

Si la description de certaines prestations diverge par rapport à ce document, les clauses les plus complètes et les plus sévères s'appliquent.

En cas d'incohérences, notamment dans l'affectation de certaines tâches intéressant l'installation de chantier et/ou les travaux d'intérêt commun, l'entrepreneur est tenu de les signaler pour mise au point définitive, en tout état de cause avant la signature du marché. En l'absence d'observation, il sera conclu qu'il prend en charge les prestations correspondantes.

Les dispositions figurant dans le présent document, commun à tous les marchés de l'opération, ont pour objet la fixation des règles d'intervention pour les différents spécialistes appelés à contribuer à la réalisation d'ensemble des ouvrages.

L'incidence financière de ces règles est considérée comme faisant partie intégrante du prix de l'entrepreneur.

Les travaux visés ici sont de deux natures :

- les travaux d'intérêt commun,
- les prestations concernant plusieurs lots ou corps d'état.

Les précisions apportées par le présent répartitif ne dispensent pas l'entrepreneur de :

- reconnaître par avance les emplacements réservés aux chantiers, les moyens d'accès et les divers règlements auxquels il doit se conformer pour l'exécution des travaux,
- reconnaître les lieux et notamment les conditions de raccordement aux existants, aux limites riveraines et aux réseaux publics ou privés.
- d'anticiper les sujétions relatives à l'avancement des travaux (accès des services de secours, sécurité des usagers, adaptation des installations et clôtures de chantier, ...)
- s'entendre avec les autres entrepreneurs sur ce que les travaux ont de commun
- reconnaître par avance tout ce qui intéresse sa réalisation,
- fournir les indications nécessaires à ses travaux,
- s'assurer qu'elles sont suivies et, en cas de contestation, en référer au Maître d'Oeuvre

8. Connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Vérifications préalables

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

L'entreprise et chacun de ses sous-traitants sont réputés avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Il reconnaît avoir notamment, avant remise de son Acte d'Engagement :

- pris connaissance du plan de masse et de tous les plans et documents utiles à la réalisation des travaux, ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux.
- apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités
- procédé à une visite détaillée du site et avoir pris connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à la topographie et à la nature des terrains, à l'exécution des travaux à pied d'oeuvre, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyens de communication et de transports), lieu d'extraction des matériaux, stockage des matériaux, ressources en main d'oeuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, etc.
- contrôlé toutes les indications des documents du marché, notamment celles données par les plans, les dessins d'exécution et le CCTP, et s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.
- s'être entouré de tous les renseignements complémentaires éventuels près du Maître d'Oeuvre et avoir pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou à caractère public (Mairie, Métropole, EDF, Gaz de Bordeaux, Orange, Régie des eaux, autres concessionnaires, ...)

Avant tout début de travaux, un constat d'huissier contradictoire des bâtiments, des équipements, installations, des abords immédiats, devra être réalisé en présence du Maître d'Ouvrage

9. Les prix tiennent compte de toutes les obligations

résultant de l'application des prescriptions de l'ensemble des documents contractuels énumérés dans le CCAP.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra prétendre à aucun supplément de prix pour travaux supplémentaires éventuels qu'il aura l'obligation d'exécuter et qui seraient consécutifs au redressement à un manque de conformité du projet par rapport aux exigences réglementaires.

10. Dépenses communes de chantier

1. Dépenses d'investissement

Les dépenses dont la nature est indiquée dans le tableau suivant sont réputées rémunérées par les prix du marché conclu par l'entrepreneur titulaire du lot indiqué dans la seconde colonne :

Nature des dépenses	à la charge de l'Entrepreneur
- Constats d'huissier d'état des lieux des bâtiments et surfaces autour du bâtiment projeté	Sans objet (Maître d'Ouvrage)
- Mise en place de la signalisation de chantier à l'égard de la circulation publique (y compris fléchage pour indication des itinéraires privilégiés)	Lot n°2 : Fluides
- Branchements provisoires d'égout	Lot n°2 : Fluides
- Exécution des branchements provisoires avec compteurs d'eau et d'électricité (armoire de chantier principale et alimentation base vie) et télécom, y compris toutes sujétions de balisage, de signalisation avec matérialisation des cheminements obligatoires (chantier, public, véhicules ou piétons) et des zones interdites à la circulation et au stationnement.	Lot n°2 : Fluides
- Etablissement des clôtures et panneau de chantier en conformité avec l'article R.324-1 du code du travail, fermeture provisoire des locaux	Lot n°2 : Fluides
- Installation d'éclairage, de signalisation et de chauffage provisoire des locaux en chantier.	Lot n°2 : Fluides
- Installations communes d'hygiène (installation de chantier : sanitaires, vestiaires, réfectoire...)	Lot n°2 : Fluides
- Installations communes de sécurité intérieur bâtiment (protections collectives, etc..)	Lot n°2 : Fluides

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

- | | |
|--|----------------------|
| - Installations communes de sécurité extérieur bâtiment (protections collectives, etc..) | Lot n°1 : Etanchéité |
| - Installation d'une tour d'accès provisoire adaptée ou d'un dispositif équivalent. Cette tour fera l'objet d'une vérification par une personne compétente, d'une réception et d'une levée de réserves éventuelle.. La passerelle de liaison entre la tour d'accès et la terrasse ne devra pas prendre appui sur la verrière | Lot n°1 : Etanchéité |
| - Réseau d'eau intérieur provisoire, y compris son raccordement | Lot n°2 : Fluides |
| - Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par les bâtiments. | Lot n°1 : Etanchéité |
| - Mise à demeure de bennes à ordures pour l'évacuation des Gravats des travaux d'étanchéité | Lot n°1 : Etanchéité |
| - Mise à demeure de bennes à ordures pour l'évacuation des Gravats des travaux Fluides | Lot n°2 : Fluides |

Chaque entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet de son marché, sauf mention spéciale dans le CCTP.

2. Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du marché du lot correspondant, étant entendu qu'incombent :

Pour le nettoyage du chantier :

- chaque entrepreneur doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé ,
- chaque entrepreneur a la charge de l'évacuation de ses déblais jusqu'aux lieux de stockages fixés par le Maître d'Oeuvre
- chaque entrepreneur a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées;

En cas de non-respect de ces exigences, le Maître d'Oeuvre se réserve la possibilité, après mise en demeure inscrite au Procès-verbal de réunion de chantier non suivie d'effet dans la semaine suivante, de faire intervenir une entreprise de nettoyage extérieure aux frais de l'entreprise défaillante si celle-ci est connue, ou aux frais du compte prorata si les entreprises responsables ne sont pas définies.

3. Dépenses diverses de consommation et afférentes aux dégradations

Font l'objet d'une répartition forfaitaire dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge d'une entreprise ou d'un groupe d'entreprises les dépenses suivantes :

- consommations d'eau, d'électricité et de téléphone;
- frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés ou détournés lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable
- frais de réparation et de remplacement des éléments volés ou détériorés, et notamment d'équipements spécialisés, dans les cas suivants:
 - . l'auteur des dégradations ou détournements ne peut être découvert
 - . les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entrepreneur titulaire du lot déterminé
 - . la responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers

Suivant la nature des fournitures mises en oeuvre, chaque entrepreneur chargé de cette fourniture prendra les dispositions nécessaires afin d'assurer leur protection jusqu'à la réception des travaux.

L'entrepreneur du lot Fluides sera responsable du compte prorata. Il procédera au règlement des dépenses correspondantes, mais, pourra demander des avances aux autres entrepreneurs.

Il effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses en répartissant le montant entre entrepreneurs proportionnellement aux montants des décomptes finaux de leurs marchés.

Dans cette répartition, l'action du Maître d'Oeuvre se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux en ce référant pour tout ce qui n'est pas prévu au CCAP ou au CCTP à la Convention pour l'établissement, la gestion et le règlement du compte prorata établi par l'Office général du Bâtiment et des Travaux publics (édition de septembre 1986).

11. Mesure de Sécurité et de la Prévention de la Santé

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

1. Renseignements généraux d'ordre administratif

Les textes réglementant les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité du travail sont :

- la loi n° 91-1414 du 31 décembre 1991
- la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 (JO du 1er janvier 1994)
- le décret n° 65-48 du 8 janvier 1965
- le décret N° 94-1159 du 26 décembre 1994 (JO du 29 décembre 1994)
- le décret N° 95-543 du 4 mai 1995
- le décret n° 95-607 du 6 mai 1995
- le décret n° 95-608 du 6 mai 1995
- l'arrêté du 7 mars 1995
- l'arrêté du 9 octobre 1995
- l'arrêté du 1er décembre 1995
- l'arrêté du 14 mars 1996
- l'arrêté du 28 mai 1996
- les arrêtés du 25 février 2003
- la circulaire DRT n° 96-5 du 10 avril 1996

Les autorisations sont les suivantes :

- le permis de construire est en cours de demande auprès des autorités publiques,
- délai global d'exécution des travaux : indiqué dans l'Acte d'Engagement.

2. Mesures spécifiques d'hygiène

Les entreprises auront pris connaissance des demandes du document joint au présent dossier :

« Diagnostic aspergillaire et mesures préventives au niveau de la zone de travaux »

Elles l'intégreront à leur offre avec notamment :

- Travailler de manière à limiter les émanations de poussières Lot concerné
- Réduction les poussières générées lors du perçage ou du ponçage en utilisant des appareils et matériels munis d'un aspirateur avec filtration à très haute efficacité Lot concerné
- Retenir les poussières présentes sous les chaussures des ouvriers grâce à des tapis de décontamination de préférence synthétique non effeuillables et non collants facilement nettoyable ou mise en place d'un ligne, humidifié plusieurs fois par jour et changé quotidiennement Lot concerné
- Isolation du chantier par des plaques de plâtre vissées sur des armatures métalliques pour les travaux de longue durée Lot Fluides
- Confinement étanche à la poussière toute hauteur à réaliser au niveau de la mezzanine du R+1 du gymnase, au droit des portes et ouvertures du gymnase, des bouches VMC Lot Fluides
- Mise en place de polyane 120 microns sur le côté extérieur de la cloison pour en assurer l'étanchéité Lot Fluides
- Mise en place un ruban adhésif orange ou gris d'une largeur de 3cm (à contrôler visuellement chaque jour).
Faire un complément autour des conduites de fluides et de plafond (ventilation/électricité/fluides médicaux) par du polyane 80 microns pour finaliser l'étanchéité du chantier Lot Fluides
- Arrêt de la ventilation de la zone de chantier et obturer l'ensemble des bouches de ventilation par du polyane et du ruban adhésif afin d'éviter la rétropulsion et l'encrassement des gaines Lot fluides
- Vérification de l'efficacité de l'isolement de la zone de travaux (essais de fumigènes) Lot Fluides

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

- Remise immédiate les plaques de faux-plafonds après inspection visuelle	lot concerné
- Réalisation d'un bio nettoyage journalier et efficient	lot concerné
- Nettoyage et désinfection les sols et les surfaces avant remise en service	Lot fluides
- Nettoyage régulier de l'accès au chantier	Lot concerné
- Maintien des portes fermées	Lot concerné
- Aération en dehors des heures de chantier	Lot concerné
- Etablissement et affichage d'un plan de circulation	Lot fluides
- Evacuation quotidiennement les déchets dans des conteneurs fermés et/ou bennes bâchées	Lot concerné
- Définition de circuits pour les personnes, matériels, consommables qui évitent la zone de travaux	Lot concerné

3. Développement durable

1. Démarche environnementale de chantier

Il est attendu des entreprises :

- qu'elles veillent à la propreté du chantier, à la production de déchets (limitation tant que possible, réutilisation sur site si possible) et à la gestion des déchets (tri correctement effectué favorisant les opérations ultérieures de recyclage et valorisation) ;
 - qu'elles limitent les nuisances engendrées à la fois par leur activité et par leurs approvisionnements ;
 - qu'elles réalisent la qualité environnementale projetée en mettant en œuvre des matériaux, des produits, des équipements de qualité au moins égale à celle de ce qui est préconisé. De ce fait, tout changement devra faire l'objet d'une demande de visa accompagnée d'une fiche environnementale accompagnant la documentation concernant le remplacement proposé ;
- que leur mise en œuvre soit respectueuse de l'environnement et que les consommations de ressources soient limitées au strict minimum pour la réalisation des marchés ;
- qu'elles évitent l'emploi de tout produit présentant des risques pour l'environnement, c'est-à-dire étiqueté avec l'un des classements suivants (Division 6.1 ou 6.2 de la classification des Nations Unies, R20 à R29, R40, R45 à R49 des phases R de la CEE, Xn (nocif), T (toxique), et T+ (très toxique), N (nuisible pour l'environnement), sauf dérogation particulière ;
 - qu'elles contribuent à faciliter l'exploitation du bâtiment en donnant des renseignements précis sur l'entretien à prévoir pour chaque ouvrage réalisé ou chaque équipement installé. Elles doivent donc impérativement fournir ces renseignements pendant le chantier, au fur et à mesure des mises en œuvre, sans attendre la constitution du DOE, afin qu'un carnet d'entretien du bâtiment puisse être élaboré le plus tôt possible ;

2. Choix des matériaux - Etanchéité à l'air - DOE

L'ensemble des produits, systèmes ou procédés utilisés sur le projet doivent avoir des caractéristiques d'aptitude à l'emploi évaluées et vérifiées ; c'est à dire :

- bénéficient d'un avis technique,
- bénéficient d'un DTA,
- bénéficient d'une "confirmation d'agrément" par l'un des membres de l'UEATc (équivalents européens),
- bénéficient d'une ATEX favorable,
- bénéficient d'un ATE
- bénéficient d'un pass Innovation (feu vert ou feu orange),
- sont certifiés par un organisme accrédité par un membre de EA (European Accreditation) (en France : CSTB, ACERMI, NF, etc.)

A défaut, le produit devra justifier de caractéristiques équivalentes. L'équivalence s'entend au sens de la recommandation T1-99 du GPEM établie en date du 07 Octobre 1999.

Les entreprises devront se conformer aux exigences environnementales intégrées dans les CCTP et à minima respecter les exigences suivantes :

Tous les bois ou agglomérés de bois devront justifier d'une provenance locale et/ou être certifiées PEFC ou FSC. Ces bois et agglomérés de bois présenteront une classe d'émission E1 selon la norme EN 717

Tous les bois traités devront être traités par un produit certifié CTB P+ et appliqués par une entreprise agréée CTB A+

Les primaires d'adhérence, ragréages, colles de sol souple, mortier-colle pour carrelages et faïences devront être étiquetées EC 1 ou EC 1+ selon l'EMICODE (sauf prescriptions techniques très particulières et prépondérantes pour la pérennité des ouvrages)

Les carrelages et faïences bénéficieront de l'Ecolabel Européen

L'ensemble des isolants mis en œuvre devra bénéficier de l'ACERMI. Les isolants fibreux et dalles de faux plafonds à base de fibre devront être exonérées de fibres cancérigènes (marquage EUCEB) et étiquetés A + pour la Qualité de l'Air Intérieur

Les caractéristiques techniques des isolants et menuiseries décrites aux pièces du marché devront être scrupuleusement respectées (résistance thermique, facteur solaire, transmission lumineuse, caractéristiques acoustiques, etc.)

De plus, rappelons que toutes les modalités de pose devront être prises pour que l'étanchéité à l'air du bâtiment soit la plus performante possible, principalement au niveau des parois verticales et des toitures faisant l'interface entre l'intérieur et l'extérieur du bâti ou entre le volume chauffé et le volume non chauffé.

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Les entreprises titulaires des lots ayant un impact sur l'étanchéité à l'air du bâti doivent intégrer dans leurs offres toutes les modalités inhérentes à ce traitement même si elles ne sont pas explicitement décrites aux CCTP et ce notamment à la jonction des différentes parois et différents ouvrages, autour de toutes les menuiseries et traversées de gaines entre des espaces intérieurs et extérieur. Chaque entreprise sera responsable du bon calfeutrement de ses ouvrages ou réservations et traversées et devra se coordonner avec les autres lots afin d'intégrer les détails de jonction nécessaires.

Les DOE fournis en fin de chantier par chaque entreprise devront également présenter les documentations techniques liées à la démarche environnementale à savoir : les FDES des produits utilisés, les Attestations de Conformité Sanitaires pour les équipements du lot plomberie, les études d'éclairage du lot électricité, les justificatifs des classes d'émissions en COV et formaldéhydes, les justificatifs de provenance, labellisation et de traitement des bois et dérivés de bois, etc.

4. Mesures d'organisation générale du chantier

Les mesures d'organisation de chantier sont exposées ci-après.

CHAPITRE 2 - PREPARATION ET ORGANISATION DE CHANTIER

1. Phase préparatoire du chantier

1. Ouverture de la période de préparation

Dès sa désignation par le Maître de l'Ouvrage, l'entrepreneur est tenu de répondre aux convocations du Maître d'Oeuvre dans le cadre de la période de préparation.

Les réunions préliminaires nécessaires peuvent indifféremment se tenir chez le Maître de l'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre ou sur le chantier.

Au cours de cette période, toutes les mises au point indispensables à l'exécution des travaux sont effectuées selon le processus développé ci-après.

2. Echantillons, prototypes, stockage de matériels et de matériaux

Matériels

L'entrepreneur soumettra à l'Avis de l'Architecte, et éventuellement du bureau de contrôle pendant la période de préparation l'ensemble des matériels qu'il compte mettre en oeuvre.

Il fournira pour chaque matériel une fiche produit renseignée. Ce document sera accompagné obligatoirement de la documentation, des PV d'essais, Avis techniques et nuanciers éventuels correspondants.

Toute commande de matériel ne pourra se faire qu'après visa du Maître d'Oeuvre (et bureau de contrôle) sur la Fiche produit.

Echantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir, pendant la période de préparation, tous les échantillons d'appareillages qui lui sont demandés par le Maître d'Oeuvre.

Aucune commande de matériels ne peut être passée, sinon aux risques et périls de l'entrepreneur, tant que l'acceptation de l'échantillon correspondant n'a pas fait l'objet d'un visa ou d'une inscription au PV de réunion de chantier.

Stockage de matériels et de matériaux

Aucun dépôt de matériels ou de matériaux, ni aucun atelier de chantier ne doit être établi à l'intérieur des bâtiments, sauf autorisation écrite spéciale du Maître d'oeuvre pour une durée limitée.

L'entrepreneur a à sa charge les baraquements et installations diverses nécessaires, tant à l'exécution de ses travaux qu'à la protection de ses approvisionnements et matériels.

3. Dossier d'exécution des ouvrages

Les plans d'exécution des ouvrages et leurs spécifications techniques détaillées sont dus par et sont soumis au visa du Maître d'Oeuvre et du bureau de contrôle

Les Plans d'Atelier et de Chantier (PAC) sont affaire exclusive de l'entrepreneur.

Plans de Gros-oeuvre

Sans objet

Lots secondaires:

Les plans d'exécution, de détails, d'atelier et d'adaptation aux méthodes et matériels sont à la charge des entreprises. Ils seront soumis, avant toute exécution, au visa du Maître d'Oeuvre et du bureau de contrôle.

En règle générale, toutes les questions relatives aux plans de détails, plans de réservations, interpénétration dans les ouvrages communs et aux sujétions des différents corps d'état sont affaire exclusive des entreprises.

L'ensemble de ces éléments doit être remis au Maître d'Oeuvre et au bureau de contrôle pour visa suivant le calendrier de fourniture des documents établis pour la période de préparation.

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Ces derniers devront les retourner à l'entreprise, avec leurs observations éventuelles, au plus tard quinze (15) jours après leur réception.

Diffusion des plans d'exécution et PAC :

Les plans d'exécution et leurs spécifications seront remis :

- 1 pour l'Architecte
- 1 pour le Bureau d'Etudes
- 1 pour le Bureau de contrôle
- 1 pour le Coordonnateur OPC (document sur chantier)

*RAPPEL : il est expressément rappelé à l'entreprise doit remplir le Cadre de Décomposition du Prix Forfaitaire fourni au DCE
Il appartient à l'entreprise d'établir et vérifier ses quantités
Les quantités ne sont pas contractuelles
L'entreprise s'engage sur un prix global et forfaitaire.*

2. Mesures d'organisation de chantier

1. Rendez-vous de chantier

Les entrepreneurs sont tenus d'assister aux rendez-vous provoqués par le Maître d'Oeuvre ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires au personnel sur le chantier.

De même, ils sont tenus d'assister aux réunions provoquées par le Coordonnateur SPS et le Coordonnateur OPC.

L'absence d'un entrepreneur, ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne sa responsabilité, et mention du fait est portée sur le "Cahier de chantier".

En outre, la pénalité prévue au CCAP sera appliquée en cas d'absence.

En l'absence d'indication du montant de la pénalité au CCAP, celui-ci sera de 150 Euros HT.

2. Remise de documents au Maître d'Oeuvre

Tout document soumis au visa du Maître d'Oeuvre, aussi bien pendant la période de préparation qu'en cours d'exécution, doit lui être adressé accompagné de toutes les pièces ou autres plans nécessaires à sa bonne compréhension et à son examen.

Chaque envoi sera obligatoirement accompagné d'un bordereau d'envoi (ou mail) indiquant clairement les documents joints, le nombre d'exemplaires et les autres destinataires (bureau d'études, bureau de contrôle, Maître d'Ouvrage, Coordonnateur SPS, Coordonnateur OPC, sous-traitants,...). Le coordonnateur OPC sera systématiquement destinataire de tous les bordereaux, pour contrôle de la bonne transmission des informations.

Le Maître d'Oeuvre transmettra aux entreprises un modèle de bordereau type pendant la période de préparation.

Le visa atteste que le document concerné a été présenté au Maître d'Oeuvre à la date que celui-ci a précisée à cette occasion. Il n'implique pas l'obligation, pour le Maître d'Oeuvre, d'une vérification détaillée du document présenté, dont l'auteur garde l'entière responsabilité.

Les erreurs, fautes ou incidents divers, imputables à un manque de connaissance des travaux sont intégralement supportés par l'entreprise responsable.

Au cas où il est demandé, par le Maître d'Oeuvre, l'établissement d'un plan de détails pour un ouvrage non prévu ou modificatif, l'entrepreneur doit faire parvenir avec ledit plan, le devis estimatif et signaler l'incidence éventuelle de la modification sur les travaux des autres corps d'état.

En cours d'exécution, tous les plans établis par l'entreprise sont remis au Maître d'Oeuvre selon le calendrier fixé et, en tout état de cause, au moins trois semaines avant la mise en oeuvre.

Après examen et visa, le Maître d'Oeuvre adresse à l'entreprise, les tirages des plans remis, accompagnés de son bordereau d'envoi, ou avec report de la mention de transmission au procès verbal de réunion de chantier.

3. Installations de chantier

1. Prestations préliminaires, extérieures au bâtiment

1. Branchements provisoires d'eau et d'électricité

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

L'entrepreneur désigné à l'article « prestations interdépendantes » exécute, ou fait exécuter à ses frais, les divers branchements et réseaux provisoires d'alimentation en eau, d'assainissement, d'électricité et de téléphone nécessaires pour les besoins du chantier.

Les branchements provisoires et les compteurs, les raccordements des installations, l'ensemble des réseaux extérieurs des distributions, force motrice et éclairage provisoire, ainsi que leur entretien, sont à la charge de cet entrepreneur.

Ces branchements compteurs d'eau et d'électricité, luminaires divers provisoires, etc. resteront sur le chantier tant qu'ils seront nécessaires à un corps d'état quelconque, dans les limites du délai contractuel augmenté des prolongations dûes aux intempéries.

Passé ce délai, les frais occasionnés par leur maintien seront imputés au compte prorata.

L'entrepreneur établira un plan présentant les différentes phases de préparation et restant affiché dans le bureau de chantier.

Il appartient à l'entrepreneur d'apprécier la nature des branchements à réaliser, en prenant en compte les paramètres suivants :

- phasage éventuel des travaux avec déplacement de l'activité, et donc déplacement des sources d'alimentation
- multiplicité des zones en travaux, et donc des secteurs à alimenter à un même moment,
- co-activité avec le fonctionnement
- ...

Dans tous les cas, il ne sera accepté aucun surcoût au titre de ces branchements aux réseaux.

2. Voies d'accès et environnement du chantier

a) Accès au chantier sur voie publique

Toutes les entreprises sont informées de la sensibilité du site, liée à au public accueillis

Aussi, tous mouvements de camions ou d'engins pourront être formellement interdits pendant certaines heures, notamment pour assurer la sécurité des patients et visiteurs

Cette interdiction pourra le cas échéant être complétée par d'autres plages horaires, ou modifiée en fonction de changements dans le fonctionnement interne ou de l'organisation des transports en commun.

Dans tous les cas, un chef de manœuvre sera systématiquement présent lors des mouvements de camions et d'engins, en présence d'usagers.

b) Voies d'accès

L'entrepreneur du lot Fluides aura à sa charge l'entretien des voies d'accès, qu'elles aient un caractère provisoire ou définitif.

Il doit également la matérialisation de la voie d'accès au chantier et des zones où toute circulation et stationnement sont prohibés.

Les voies d'accès du chantier devront être clairement distinctes des cheminements des usagers, dont elles seront physiquement séparées par une clôture (croisement interdit).

Il en sera de même pour la remise en état des surfaces considérées (évacuation couches de fondations,)

Les livraisons s'effectueront par la voie de livraison

c) Environnement du chantier

Protection des sites :

Protection du milieu naturel :

Les dispositions suivantes sont arrêtées :

- tout rejet dans le milieu naturel est strictement prohibé
- un état de propreté permanent est exigé à l'extérieur, mais également à l'intérieur du chantier, pour éviter notamment la dispersion d'éléments par le vent
- le nettoyage des outils dans le milieu naturel est strictement prohibé
- le déversement d'hydrocarbures sur le sol est interdit
- toutes les dispositions doivent être prises pour éviter les pollutions accidentelles.
- les feux sont interdits

D'autres mesures peuvent être décidées par le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage pour protéger le site.

Conservation des arbres :

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Tous les arbres sont conservés et ne doivent subir aucune détérioration.

Un état permanent de propreté doit être maintenu autour de ces arbres et à l'intérieur de chacun de ces bosquets.
Les réseaux enterrés, destinés à la desserte des bâtiments, ne doivent, en aucun cas, recouvrir le collet des arbres conservés.
Ceux-ci ne doivent pas servir de support, tant aux lignes aériennes de desserte en énergie de chantier qu'à celles des liaisons Télécom.

L'entrepreneur ayant la charge des installations de chantier (lot fluides) réalisera à sa charge la protection des arbres situées dans l'enceinte du chantier. Celle-ci sera constituée :

- de planches verticales, en ceinture autour des troncs sur une hauteur de 2m, avec cerclages haut, bas et intermédiaire dans le cas d'une protection individuelle.
- d'une clôture de chantier sur plots type Heras dans le cas d'une protection collective de ces arbres.

Toute blessure à un arbre ou à une racine sera traitée par application d'un produit cicatrisant agréé par le Maître d'Oeuvre.

En l'absence d'indication du montant de la pénalité au CCAP, celui-ci sera de 150 Euros HT pour chaque blessure constatée.

Protection des usagers :

Toutes dispositions seront prises pour assurer la sécurité des usagers, et des riverains, et en permettre leur fonctionnement et leur accès normal, pendant les travaux du bâtiment,

Le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS pourront imposer tout système permettant d'arriver à l'objectif ci-dessus.

Toute traversée d'une zone de chantier par le public doit être rendue impossible.

De même, les accès chantier devront être clairement distincts des accès des usagers, dont ils seront physiquement séparés par une clôture.

Dispositions de sécurité en phase chantier

S'agissant de la restructuration d'un bâtiment existant, les travaux seront réalisés en fonction des impératifs techniques, sportifs et de sécurité .

Les conditions d'intervention des services de secours ne devront pas être modifiées.

Les contraintes liées au chantier sont notamment les suivantes :

Aire de stockage réduite

Travaux pouvant générer beaucoup de bruits

les dispositions suivantes seront appliquées:

- accès au site des services de secours à préserver et à repérer,
- utilisation de ces accès interdite pour les besoins du chantier, sauf ponctuellement hors de la présence des usagers
- accès des pompiers à une façade au minimum
- stockage et installation de chantier interdits au droit des accès pompiers
- sorties de secours parfaitement dégagées, nettoyées et dimensionnées de façon réglementaire (en taille et en nombre)
- moyens de secours (bouches incendie) toujours accessibles
- extincteurs du en nombre suffisant toujours accessibles
- moyens de secours propres aux entreprises identifiés, repérés et opérationnels
- stockage de produits combustibles interdit
- évacuation des déchets avec risque calorifique (papiers, polyanes, ...) assurée quotidiennement
- tous feux interdits dans l'enceinte du chantier
- tous travaux dangereux réalisés hors de la présence des usagers

Les travaux pouvant générer beaucoup de bruits ou ne pouvant être clôturés dans le chantier seront réalisés en horaires décalés ou le week-end.

Présence de lignes électriques BT et MT, éclairage public, téléphone,... :

Toutes dispositions seront prises pour assurer la sécurité des ouvriers et du personnel à proximité des lignes électriques et autres câbles aériens.

Le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS pourront imposer tout système permettant d'arriver à l'objectif ci-dessus.

L'entrepreneur du lot étanchéité établira un plan présentant les différentes tâches concernées par la proximité éventuelle des lignes électriques: manoeuvres d'engins, de grues fixes ou mobiles, travaux en hauteurs, ... et les modes opératoires envisagés.

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Incombe à cet entrepreneur

- toutes les démarches auprès d'EDF-GDF, Orange, ... et la prise en charge du coût correspondant
 - * pour neutraliser les réseaux aériens de manière provisoire ou définitive pendant la durée des travaux
 - * pour déposer, dévier, remplacer ces réseaux
 - * pour réaliser le gainage des lignes non protégées, à condition que cette disposition soit suffisante pour assurer sans risque la sécurité du personnel
 - * pour prendre toutes les dispositions pour que tout problème de risque d'électrocution ou de coupure du réseau soit définitivement écarté dès le commencement des travaux, y compris de démolition éventuelle.

En cas de non respect de ces dernières dispositions, le Maître d'Oeuvre, le Maître d'Ouvrage ou le Coordonnateur SPS pourront, sans mise en demeure préalable, prendre toutes les dispositions que la sécurité imposera, aux entiers frais et dépens de l'entreprise responsable.

Continuité de service

Les CCTP propres à chaque lot précisent à quels entrepreneurs incombent les divers dévoiements et raccordements provisoires des bâtiments existants : dans la négative, la répartition suivante sera prévue par les corps d'état concernés :

Consignations : les consignations seront réalisées par l'exploitant en coordination avec le lot Fluides

Les locaux avoisinants resteront en activité. Ces travaux ne devront provoquer aucune gêne quand aux activités de ces locaux (bruit, poussière, coupures électriques, ...).

L'arrêt éventuel des installations techniques existantes ou neuves (électricité, chauffage, plomberie) mises à disposition ne se fera qu'avec l'accord du Maître d'Oeuvre et du Maître d'Ouvrage sur la période et la durée de cet arrêt qui pourra être programmé en dehors des heures ouvrables.

Les entrepreneurs effectueront la visite des lieux afin de se rendre compte de visu des installations existantes et d'apprécier sous leur propre responsabilité les difficultés de réalisation de travaux liés à la restructuration, à la continuité de service et au phasage.

Toutes les dispositions nécessaires devront être mises en oeuvre pour limiter les arrêts au minimum.

Par ailleurs, toutes les sujétions nécessaires au fonctionnement des installations techniques sous la responsabilité du lot concerné, dans les conditions normales et réglementaires de confort et de sécurité des personnes, sont intégrées dans l'offre globale et forfaitaire aussi bien pour les locaux existants que pour les zones neuves ou restructurées mises à disposition du Maître d'Ouvrage.

Ceci afin que le Maître d'Ouvrage maintienne les activités existantes pendant toute la durée du chantier en dehors de la phase travaux.

L'entrepreneur, à la remise de son offre, devra avoir une parfaite connaissance des installations existantes et des modifications à y apporter. Le fait de remettre une offre engage l'entrepreneur à effectuer tous les travaux nécessaires à la parfaite réalisation et au bon fonctionnement des installations.

Toute erreur ou omission relevée dans le présent dossier devra être signalée au Maître d'Oeuvre avant la remise des offres. Dans le cas contraire, aucun travail supplémentaire ne sera accepté pour non connaissance des installations après la remise de l'offre.

Présence d'amiante :

Sans objet

Plafonds stables au feu :

Sans objet

a) Emplacement des baraques de chantier

Il appartient à l'entreprise du lot « Fluides » de proposer un plan d'installation cohérent, qui prenne en compte le déplacement des zones de chantier et leur « gabarit » nécessaire.

Les installations de la base-vie resteront en place jusqu'à la fin des travaux de toutes les entreprises.

b) Clôtures

Le chantier doit être clos. Un "plan de clôture" fixera les dispositions et emplacements arrêtés.

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

L'affichage publicitaire est interdit sur cette clôture.

La clôture sera constituée de panneaux grillagés **opaques** sur plots béton amovibles type Heras ou équivalent sur 2 m de hauteur. Ils seront assemblés par brides métalliques exclusivement

Cette clôture pourra être remaniée et déplacée suivant les circonstances et besoins du chantier ou liés au fonctionnement

Portillon d'accès muni d'un dispositif de fermeture verrouillable destiné à interdire l'accès durant les périodes d'inactivité (nuit, week-end,...) au niveau de la terrasse de la gériatrie

Panneaux "Chantier interdit au public",

Pictogrammes des équipements de protection individuelle obligatoires.

Les panneaux réglementaires « Chantier interdit au public » et « Port du casque et des chaussures de sécurité obligatoires » seront mis en place sur le portail d'accès et sur la périphérie de la clôture à intervalles réguliers.

c) Panneau de chantier

Sans objet

d) Panneaux de signalisation

Les panneaux d'interdiction de pénétrer sur le chantier, ainsi que les panneaux de signalisation de circulation sur le chantier et leurs abords, ainsi que dans les bâtiments sont confectionnés et mis en place par l'entrepreneur du lot fluide, qui veille à leur bonne conservation pendant toute l'exécution des travaux.

3. Sanitaires de chantier

Un système de sanitaires portatifs de chantier sera mis en place par l'entreprise du lot fluide, à la disposition du personnel de chantier. Il s'agit de WC chimiques, disposés en des points qui figurent sur le Plan d'organisation du chantier et dont l'entretien est assumé par cet entrepreneur, à ses frais, durant la période contractuelle d'exécution des travaux.

4. Bureaux de chantier, réfectoire

Il sera prévu un local vestiaire et un local réfectoire / réunion

Les vestiaires seront équipés d'armoire à double compartiment et de bancs.

Ces locaux doivent être convenablement aérés, éclairés et suffisamment chauffés, tenus en état constant de propreté

2. Equipement des bâtiments

1. Eau (réseau intérieur)

a) Réseau provisoire d'alimentation en eau

Sans objet à l'intérieur du bâtiment

b) Evacuation provisoire des eaux pluviales reçues par le bâtiment

Cette évacuation provisoire est à assurer et à la charge de l'entrepreneur du lot étanchéité

2. Electricité

a) Le réseau intérieur provisoire

Sans objet à l'intérieur du bâtiment

b) Eclairage intérieur provisoire

Le bâtiment dispose de son propre éclairage. L'entreprise de lot Fluides s'assurera de son maintien en fonctionnement le temps du chantier

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

c) Armoires de chantier

Les armoires de chantier seront fournies, mises en place et raccordées par l'entreprise du **lot Fluides**

Ces armoires seront implantées de sorte que, en règle générale, on puisse trouver un point de raccordement dans un rayon d'environ trente (30) mètres de tous les lieux de travail.

Les "prolongateurs" ou enrouleurs nécessaires seront fournis par l'entreprise utilisatrice de l'énergie.

Les coffrets seront dotés au minimum de 4 prises normalisées et implantés de manière à limiter dans la mesure du possible, les prolongateurs électriques utilisés par les entreprises à 25 mètres. Ils seront suspendus ou sur pied. Leurs câbles d'alimentation seront suspendus ou protégés contre les chocs et l'écrasement, et n'encombreront pas les circulations.

La règle ci-dessus implique la mise en place de 1 coffrets en toiture et de 1 coffret au niveau gymnase

d) Lieux de Base-Vie chantier

L'éclairage spécifique de ces lieux sera prévu et entretenu à la charge de l'entreprise du **lot fluides**

L'entrepreneur se reportera au PGC (Plan Général de Coordination).

3. Fermetures provisoires des bâtiments

Sans objet

Dispositions concernant le "clos provisoire"

A charge **lot étanchéité**

4. Manutentions et livraisons

Chaque entrepreneur assure ses propres manutentions et levages, avec toutes les sujétions qui y sont liées.

Les moyens envisagés sont soumis à l'accord du Maître d'Oeuvre et du Coordonnateur SPS, préalablement à toute intervention.

Pour les matériels lourds et encombrants pouvant être livrés pendant la phase d'exécution de la structure, l'entrepreneur **du lot étanchéité** met ses grues et autres moyens de levage et de manutention à la disposition des autres entreprises, en dehors de ses heures de travail et selon un tarif horaire défini d'un commun accord avec les entreprises intéressées.

Chaque entrepreneur fournit à l'entreprise **du lot étanchéité** le tracé de l'emplacement de ses matériels et indique les éventuelles réservations nécessaires au passage de ceux-ci, ainsi que les surcharges qu'auront à supporter les planchers.

L'entrepreneur se reportera au PGC (Plan Général de Coordination).

5. Dispositifs communs de sécurité et de protection des ouvrages

Chaque entreprise est responsable de la bonne conservation des protections dans la zone où elle est appelée à intervenir.

Chaque corps d'état doit, en conséquence, trouver lors de son intervention, des garde-corps en place, et éventuellement, remis en état par le corps d'état qui précède.

Si tel n'est pas le cas, les travaux nécessaires sont exécutés et facturés à l'entreprise défaillante.

6. Protection contre l'incendie

Il est strictement interdit d'allumer des feux tant à l'intérieur des locaux qu'à l'extérieur.

Les matériaux inflammables doivent être stockés dans des zones très délimitées et dans les quantités strictement nécessaires à la consommation journalière.

Les dépôts de carburant sont soumis à la réglementation en vigueur, selon leur nature et leur importance.

Les bouches d'incendie existantes ou qui peuvent être installées doivent rester accessibles en permanence et les extincteurs doivent être maintenus en parfait état de fonctionnement.

7. Gardiennage

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

Sans objet

8. Chauffage provisoire des locaux

Sans objet

9. Prestations diverses

a) Nettoyage du chantier

Chaque entrepreneur est tenu d'enlever, à ses frais, les gravois, déchets, débris, emballages ou autres chutes qui proviennent de l'exécution de ses propres travaux.

Les gravois dont la provenance ne peut être nettement déterminée, sont enlevés par l'entrepreneur désigné par la maitre d'œuvre et les frais en résultant imputés au compte prorata.

Cependant, le Maître d'Oeuvre se réserve le droit d'imputer ces frais directement

- aux entreprises qu'il aura contradictoirement reconnues comme responsables
- aux entreprises présentes sur le chantier à cette date

b) Remise en état du terrain

Lors de l'achèvement des travaux, l'entrepreneur **du lot Fluides** doit remettre le terrain en état, en procédant à l'enlèvement de tous les gravois, déchets et détritux divers et au nivellement du sol, de manière à ne laisser subsister aucune trace de chemin provisoire, d'ornière, de dépôt de matériaux, de fouille quelconque ou de toute partie détériorée pendant l'exécution des travaux.

d) Sélection des gravats

Chaque entrepreneur réalisera la sélection de ses gravats, conformément à la législation applicable dans la commune.

10. Stationnement

a) Stationnement du personnel de chantier

Le stationnement des véhicules (cadres et ouvriers) à l'exception des voitures-ateliers, est formellement interdit dans l'enceinte du chantier.

Le stationnement des véhicules sera au niveau du parking V120

Dans tous les cas, tout stationnement et accès de voitures personnelles est prohibé dans la voie d'accès (accès pompiers).

b) Stationnement des véhicules lourds

Le stationnement dans l'emprise publique est interdit.

Ce stationnement devra être prévu dans le plan d'organisation de chantier établi en liaison avec le Coordonnateur SPS.

Le stationnement des véhicules chantier sera au niveau du parking V120

Le stationnement dans l'emprise publique de la voie d'accès doit être limité au strict minimum du temps de déchargement, afin de ne pas gêner les accès, etc..., et surtout de ne pas compromettre le bon accès des services de secours (pompiers, samu, ...) aux équipements pré-cités.

De manière générale, les manoeuvres d'engins et de camions pour l'approvisionnement du chantier se feront toujours hors de la présence des usagers. Elles devront donc être parfaitement cadrées et programmées dans le temps

PERIODES D'EXECUTION DES TRAVAUX ET D'OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

1. Période d'exécution des travaux

1. Auto-contrôle

Avant toute exécution, chaque entrepreneur doit procéder à la vérification des cotes de tous les plans dressés, et signaler au Maître d'Oeuvre au moins dix jours avant mise en oeuvre, les erreurs, omissions ou incompatibilités qu'il pourrait y trouver.

Ceci concerne notamment le contrôle des cotes et conditions de raccordement aux limites riveraines, aux réseaux et aux bâtiments existants.

Toute discordance entre les plans Architecte et les plans Techniques établis par le Maître d'Oeuvre sera obligatoirement signalée à l'Architecte qui décidera des dispositions à retenir.

Il doit suivre l'ensemble de l'exécution des travaux pour s'assurer que les indications concernant ou conditionnant ses travaux seront observées et dans le cas contraire en référer au Maître d'Oeuvre au plus tôt.

Enfin, il doit organiser son chantier de telle sorte que le contrôle des moyens et l'auto-contrôle de la mise en oeuvre soient systématiquement assurés.

2. Pointage des avancements de travaux

La constatation de l'avancement des travaux est effectuée chaque mois par comparaison de l'état d'avancement réel des travaux TCE et des prévisions du calendrier contractuel.

Dans le cas de retard, les dispositions à prendre pour le rattrapage nécessaire sont fixées avec les entreprises intéressées.

3. Contrôles et essais

Les divers matériaux ou matières intervenant dans les travaux, font l'objet de prélèvements sur le chantier aux fins d'analyse et d'essais par un laboratoire qualifié dans les conditions fixées par le présent CCTP, par les documents des prescriptions techniques générales ou particulières, DTU et les prescriptions COPREC.

2. Période d'opérations préalables à la réception

A l'instar de la période de préparation des travaux, il est prévu une période préparatoire à l'exécution des opérations préalables à la réception.

1. Constitution d'une équipe dite de "finitions"

Avant réception

Chaque entreprise est tenue d'assurer d'elle-même, avant la réception, le bon achèvement de ses travaux et de procéder pour sa part, aux finitions et mises au point qui s'y rapportent.

Toutefois, pour permettre l'exécution des ultimes finitions dans des conditions satisfaisantes, une organisation collective des travaux de finitions est mise en place pour la période préparatoire des opérations préalables à la réception fixée par le calendrier général des travaux.

A cette fin, chacune des entreprises désigne nommément au Maître d'Oeuvre le (ou les) compagnon(s) qui, tout en demeurant sous la dépendance et la responsabilité de cette entreprise, sera mis temporairement, sous la direction du Maître d'œuvre et du Coordonnateur OPC, à la disposition d'un agent choisi parmi le personnel d'une des entreprises participant au chantier.

En cas de défaillance ou de négligence caractérisée d'une ou plusieurs entreprises, le Maître d'Oeuvre pourra la mettre en demeure les entreprises responsables, par simple lettre recommandée, d'avoir, dans un délai de quarante-huit heures, à entreprendre, poursuivre et achever les travaux de finition de ses ouvrages.

Passé ce délai sans que la mise en demeure ait reçu effet, le Maître de l'Ouvrage pourra confier ces travaux à toutes entreprises de son choix, au frais, risques et pour le compte de l'entreprise défaillante, sans préjudice de tous dommages-intérêts qui pourraient lui être réclamés.

Le renchérissement du coût des travaux de finitions sera à la charge de l'entreprise défaillante.

Après réception

La réception une fois prononcée et pendant la période de garantie contractuelle de parfait achèvement, l'entreprise doit :

- assurer la formation du personnel utilisateur et des services d'entretien, pour la prise en main des installations, équipements et fonctionnalités du bâtiment
- réparer les imperfections de construction relevées par la mise en fonction de l'immeuble,
- procéder à la mise au point définitive.

A cette fin, l'organisation suivante est à respecter :

L'entrepreneur doit, pendant le premier mois, sauf en être dispensé par le Maître d'Oeuvre, se rendre à un rendez-vous hebdomadaire ; il en est de même une fois par mois, au jour fixé par ledit calendrier pour les mois suivants.

2. Constitution des DOE (Documents des Ouvrages Exécutés) et des DIU (Dossiers d'Intervention Ultérieurs)

Au fur et à mesure de la remise au Maître d'Oeuvre pour visa de plans d'exécution, d'atelier et de chantier (PAC) d'une part, et pour approbation d'échantillons d'autre part, un exemplaire desdits plans ou des notices techniques se rapportant aux échantillons est à fournir pour insertion dans le dossier des ouvrages exécutés ; après visa, le document reçoit la mention : "document à insérer dans le dossier des ouvrages exécutés (DOE)".

Ces remises de documents doivent être accompagnées d'une lettre d'envoi.

Chaque entrepreneur transmettra 5 exemplaires papier et 1 sur clé USB (1 dossier Coordonnateur pour insertion notamment dans le dossier DIU, 2 dossiers Maître d'Ouvrage, 2 dossiers Maîtres d'Oeuvre) de l'ensemble des plans de récolement, notices techniques, fiches produits, fiches de maintenance, attestations de pose, PV d'essais au feu, Avis techniques, etc.,....

IL est demandé que l'ensemble des équipements ou ouvrages nécessitant une maintenance spécifique au titre de la sécurité (contrôles obligatoire et occurrence), et pour assurer les garanties apportées (parfait achèvement, biennale et décennale) soit identifié, et qu'un dossier spécifique soit élaboré (notice de fonctionnement, obligation et modalités de maintenance, proposition de contrat, ...). Ces éléments seront à fournir en 5 exemplaires (2 MOA, 1 architecte, 1 BET, 1 SPS + une version numérique)

PRESTATIONS INTERDEPENDANTES

1. Généralités

Les précisions fournies par le présent chapitre ne dispensent pas toutefois, d'une manière générale, chaque intervenant de:

- reconnaître par avance les locaux, supports et enveloppes dans ou sur lesquels il doit réaliser ses propres ouvrages,
- vérifier les tracés, niveaux, implantations existants pour s'assurer de leur conformité avec les indications de son marché,
- prendre toutes les dispositions et mesures nécessaires au bon fonctionnement de ses installations (par exemple : ventilation des locaux techniques),
- procéder à l'égard des prestations incluses dans son marché, à l'auto-contrôle indispensable, à la bonne réalisation de ses travaux et à leur parfaite adaptation à la destination des ouvrages réalisés,
- protéger ses ouvrages et assurer les finitions nécessaires à la réception (notamment la peinture définitive des équipements qu'il a fournis) et le nettoyage des locaux après ses interventions.

2. Calfeutrements, raccords, rebouchages

Les calfeutrements et raccords sont à la charge de l'entreprise du **lot Fluides** (et toute entreprise réalisant des cloisons).

Les calfeutrements et raccords au droit des réseaux seront réalisés par les lot plomberie et Electricité au droit de leurs ouvrages respectifs

3. Fixation des matériels

La fourniture des accessoires de fixation et de réglage est à la charge de l'entreprise fournissant le matériel à fixer.

Le choix du mode de fixation est déterminé en fonction de la résistance du support. En cas de charge trop importante pour celui-ci, ou si la fixation peut mettre en cause sa stabilité, il doit être prévu, soit un report de charge, soit des fixations par boulonnage et plaque de répartition. Les prestations nécessaires sont à la charge de l'entrepreneur fournissant le matériel à fixer.

Fixation par chevilles :

- Les fixations par chevilles, vissage ou boulonnage, sont entièrement à la charge de l'entrepreneur concerné et sous son entière responsabilité, en particulier pour ce qui concerne les dégradations qui seraient faites à cette occasion (éclatement, détériorations des matériaux noyés dans le béton ou la maçonnerie, déformation du support, etc...).

Fixation par scellement :

- Les pattes de scellement sont fournies façonnées, réglées et scellées de façon à assurer une fixation correcte.

Les scellements sont à la charge de l'entrepreneur du lot concerné.

Si le Maître d'Ouvre estime les scellements (dans le béton armé en particulier) mal exécutés, il doit en charger, sans autre formalité, le maçon, aux frais du corps d'état intéressé.

Dans le cas de certains revêtements spéciaux, le scellement doit être en retrait pour permettre le raccord effectué par l'entreprise spécialiste.

Tous les appareils susceptibles de provoquer des vibrations devront être munis, avant leur pose définitive, de supports élastiques.

Fixation par spittage pneumatique:

Ce mode de fixation est complètement prohibé sur l'ensemble du chantier.

4. Stockage, protection, installation de chantier

Chaque entreprise devra également comprendre dans ses prestations tous les travaux accessoires, tels que :

- les stockages et mise à l'abri pour protection et conservation des matériaux,

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

- la remise en état des locaux après finition des travaux,
- la protection des ouvrages déjà construits,
- les ouvrages de sécurité pour protection des personnes,
- toutes les installations de chantier nécessaires à la pose des ouvrages,
- tous les échafaudages nécessaires et moyens de manutentions et de levage
- et enfin, toutes les prestations et sujétions demandées selon les indications du CCTP.

5. Protection des ouvrages métalliques

Tous les ouvrages métalliques, destinés à être peints, seront protégés avant livraison sur le chantier, par une couche primaire de peinture anticorrosive, exécutée dans les règles de l'art, sauf mention spéciale dans le CCTP.

Cette protection anti-corrosive est toujours à la charge de l'entreprise intéressée, et devra être de même nature et de même conception chimique que les couches intermédiaires et de finition.

6. Travaux accessoires à chaque ouvrage

Pour l'exécution de chaque prestation de travaux, reprise article par article dans le CCTP, chaque entreprise devra prévoir tous les ouvrages et fournitures accessoires nécessaires à la mise en oeuvre des matériels et matériaux pour une parfaite exécution des ouvrages, afin d'aboutir à des travaux finis, propres à la livraison, conformément aux normes en vigueur.

Les matériels et matériaux mis en oeuvre par l'entreprise devra donc comprendre toutes les sujétions accessoires, telles que :

- les transports à pied d'oeuvre et la mise en dépôt sur le chantier,
- le montage et la mise en place définitive, les calages, réglages et mises à niveau,
- tous les assemblages, quels qu'en soient les moyens (soudures, boulonnages, collages, etc.),
- tous les scellements avec fourniture et mise en place de pattes à scellement nécessaires,
- la protection primaire des ouvrages (peinture anticorrosive sur métal, impression au lasure sur bois, traitement insecticide-fongicide, etc...);
- la protection et l'entretien en bon état des matériaux et matériels fournis jusqu'à la réception des ouvrages.

L'entreprise ne pourra donc arguer d'un manque de précision du CCTP, pour prétendre ne pas devoir telles ou telles sujétions complémentaires à leur forfait pour des ouvrages accessoires faisant normalement partie de sa prestation.

7. Connaissance de l'ensemble du projet

Les entrepreneurs devront, non seulement prendre connaissance de la partie du CCTP les concernant, mais encore de l'ensemble du CCTP intéressant les autres lots, afin d'être bien éclairés sur la partie qu'ils ont à traiter, certains travaux pourront demander le concours de différents corps d'état pour leur parfait achèvement.

De la sorte, ils ne devront rien ignorer de leurs obligations et de celles particulières à certains corps d'état en liaison directe avec l'exécution de leurs travaux.

En conséquence, il est entendu que l'entrepreneur devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des constructions projetées, et ne pourra, sous aucun prétexte, arguer l'insuffisance de renseignements ou d'omissions quelconques dans les CCTP et plans pour obtenir une indemnité supplémentaire au prix global forfaitaire prévu à son marché.

8. Marques des matériels et matériaux

Dans les chapitres "Description et localisation des ouvrages" du CCTP, la marque des différents matériels et matériaux peut être donnée sous la forme "telle marque et modèle" ou équivalente, afin de fixer le niveau de qualité, de finition, de fiabilité et d'esthétique.

Chaque entrepreneur sera donc tenu de proposer lui-même, lors de la remise de son offre, les marques de matériels et matériaux qu'il envisage de fournir, et notamment pour les équipements techniques (chaudières, ...)

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

En conséquence, l'Acte d'Engagement sera accompagné d'un document technique annexe, précisant les marques proposées et présenté en tableau sous la forme d'une fiche produit suivant modèle joint en annexe du présent document.

Le Maître d'Oeuvre se réserve le droit de refuser les marques et modèles proposés si celles-ci ne semblent pas présenter les qualités souhaitées.

9. Salle témoin

Sans objet

10. Essais, épreuves, contrôles

Vérifications techniques générales

L'article R 111.40 du Décret 78-1146 du 7 décembre 1978 impose au Contrôleur Technique, de s'assurer que "les vérifications techniques qui incombent à chacun des constructeurs énumérés à l'article 1792.1 du Code Civil s'effectuent de manière satisfaisante".

Les entreprises soumissionnaires doivent présenter dans leur offre le programme de leurs vérifications techniques comportant notamment :

1. l'identification du responsable des vérifications techniques,
2. les procédures d'établissement, et de vérification de la validité des documents techniques réalisés,
3. les procédures de diffusion des documents d'exécution approuvés et de retrait des documents périmés,
4. la nature et la fréquence des vérifications techniques concernant l'exécution (fiches d'identification et bons de livraisons, fiches de contrôles d'exécution, procès verbaux d'essais à la charge des entreprises, etc.)."
5. les procédures qu'elles adopteront pour les stockages et leurs manutentions, la mise en oeuvre et la réception des travaux des entreprises qui les précèdent, ainsi que des matériaux, composants et équipements.

Fonctionnement des installations (lots techniques)

Les entreprises concernées devront procéder à leurs frais au minimum aux essais et vérifications de fonctionnement des installations, conformément aux dispositions figurant dans le Document Technique COPREC N° 1, publié dans le supplément spécial N° 4954 du Moniteur du 6 novembre 1998.

Les essais et vérifications de fonctionnement des installations concernent notamment, pour la présente opération, l'application des fiches suivantes figurant dans les documents Coprec n°2, suivant le modèle publié dans le supplément spécial N° 4954 du Moniteur du 6 novembre 1998:

Ces pièces seront communiquées au Maître d'Oeuvre et au contrôleur technique.

- CH Chauffage
- EL Electricité
- PB Plomberie
- RA Réseau d'alimentation en eau
- RE Réseau d'évacuation
- VM Ventilation mécanique

Ces essais et vérifications sont à la charge des entreprises concernées .

11. Raccordements électriques

Les entreprises intéressées doivent prévoir les canalisations électriques, appareils de protection et de commande, destinés à l'alimentation et au bon fonctionnement de leur matériel à équipement électrique.

Les canalisations d'énergie, de section et de nature, appropriées à la puissance des appareils et au lieu de pose, devront aboutir à la grille de raccordement la plus proche, selon les indications des plans électricité.

Elles devront comporter la longueur de câble nécessaire pour que l'entreprise d'Electricité puisse en faire correctement le branchement sur la grille de raccordement.

Les canalisations de terre seront connectées également, de même manière que les canalisations d'énergie, sur les bornes de terre, conformément au décret du 14 novembre 1988.

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

La protection contre les risques de mise sous tension des masses métalliques de ces appareils devra être prévue également dans cet équipement.

12. Entretien des ouvrages

Chaque entrepreneur est responsable de ses ouvrages dans la période qui pourrait s'écouler entre la terminaison de ses travaux et la réception de l'ensemble des travaux.

Il doit, en outre, pendant la période de garantie, veiller de façon permanente à la bonne tenue et, s'il y a lieu, au bon fonctionnement de ses ouvrages.

Outre les travaux d'entretien ou de réparation qui lui incombent, il aura à sa charge des travaux quelconques de tout autre corps d'état et, notamment, les raccords de maçonnerie et de peinture qui seraient nécessités par l'exécution éventuelle des reprises.

13. Documents techniques de référence

Chaque entrepreneur est contractuellement réputé :

- être en possession des documents de référence définis ci-dessous et ayant trait à ses travaux,
- connaître parfaitement les conditions, spécifications et prescriptions énoncées dans ces documents.

L'entrepreneur devra se conformer aux conditions, spécifications et prescriptions énoncées dans ces documents.

Documents Techniques Unifiés (DTU)

- Cahier des Charges DTU (CC)
- Règles de calcul CTU) Documents publiés dans le REEF
- Autres documents DTU)

Autres documents

- Normes C.15.100
- Normes UTE.
- Normes Françaises de l'AFNOR.
- Recueil des éléments utiles à l'établissement et à l'exécution des prêts et marchés du bâtiment (REEF).
- Cahier des Charges DTU.
- Prescriptions de mise en oeuvre du fabricant pour les matériaux et procédés ayant fait l'objet d'un agrément CSTB.
- Règles et conditions imposées par les services de sécurité et protection incendie (nationaux, départementaux et locaux) et par l'Inspection du Travail.
- Tous textes réglementaires français ayant trait à la construction, la protection contre l'incendie, la sécurité, la salubrité, etc.

Tous les documents visés ci-dessus s'entendent pour tous ceux officiellement connus le premier jour du mois de la date d'établissement des prix.

Réglementation technique générale

Les matériaux, éléments ou ensembles traditionnels envisagés doivent satisfaire les normes françaises homologuées, ainsi que les dispositions des Documents Techniques Unifiés.

Les matériaux, éléments ou ensembles non traditionnels ne peuvent être admis que sous réserve de justifications techniques précises, dans l'éventualité où ils ne feraient pas l'objet, soit d'un agrément, soit d'un avis technique délivré par le CSTB, ou qu'ils n'étaient pas utilisés conformément aux directives et recommandations figurant dans la décision d'agrément ou dans l'avis technique.

Les ouvrages devront être calculés et exécutés conformément aux règles de calcul suivantes :

- Règles définissant les effets de la neige et du vent sur les constructions .
- Règles techniques de conception et de calcul des ouvrages et constructions en béton armé

CCTP COMMUN - LOT 0

PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

- Règles pour le calcul et l'exécution des constructions métalliques
- Normes NF B 52.001 règles d'utilisation du bois dans les constructions ; qualités des bois et contraintes admissibles.
- Normes NF P 202 règles de calcul, exécution des assemblages.
- Règles de calcul et de conception des charpentes en bois (dites règles CB 71).
- Règles parasismiques et annexe
- Recommandations pour la prévision par le calcul du comportement au feu des structures en béton

Le projet et les travaux devront satisfaire par ailleurs :

- au décret du 14 novembre 1988 concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques ;
- en outre, toutes les fournitures doivent porter la marque de la qualité qui leur est propre : USE, etc. ;
- aux spécifications, règles de normalisation et instructions publiées par l'Union Technique de l'Electricité ;
- au décret 69.963 du 17 septembre 1963 pris en application de la loi 61.842 du 3 août 1961, ainsi qu'aux arrêtés départementaux ou locaux concernant la pollution atmosphérique ;
- au décret N° 72.1120 du 14 décembre 1972 relatif au contrôle et à l'attestation de la conformité des installations électriques intérieures aux règlements et normes de sécurité en vigueur.
- au Décret du 31août 2006 relatif à la lutte contre le bruit de voisinage
- aux décrets relatifs à l'accessibilité des personnes handicapées
- au Code du Travail et aux textes relatifs à l'Hygiène et à la Sécurité des Travailleurs
- ...

et tous textes réglementaires, législatifs et techniques en vigueur.